

Intervention du ministre des Affaires étrangères, Nikos Dendias à une manifestation virtuelle du Jewish Institute for National Security of America (JINSA) (30.03.2021)

C'est un honneur pour moi de m'adresser à vous aujourd'hui.

Le rôle du Jewish Institute for National Security of America (Institut juif pour la sécurité nationale d'Amérique – JNSA) a considérablement contribué à la promotion d'une relation plus étroite entre la Grèce, Israël et les Etats-Unis.

Permettez-moi d'abord de vous donner un aperçu général de la politique étrangère de la Grèce et par la suite je serai avec plaisir à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.

La politique étrangère grecque est élaborée sur la base de deux constantes et de trois variables majeures.

Les deux constantes sont les suivantes :

- a) le respect du droit international et des principes de la Charte des Nations Unies
- b) l'attachement au multilatéralisme et à la coopération bilatérale en tant que moyen efficace pour mettre en place des synergies et surmonter les tensions

Pour ce qui est des variables, la première porte sur la scène politique internationale en pleine mutation qui comprend les puissances mondiales, les Etats-Unis, la Russie, la Chine ainsi que l'UE.

Cette variable est liée :

- à la volonté des Etats-Unis d'avoir de nouveau une présence active dans notre région et notamment en Méditerranée orientale,
- la réapparition de l'influence russe dans la région
- le nouvel intérêt manifesté à ce jour par la Chine à l'égard de cette région particulière du monde, notamment à travers l'économie
- et les positions de l'UE sur des questions y relatives relevant de la politique étrangère, positions exprimées à travers des efforts visant à trouver un consensus.

La deuxième variable est l'instabilité croissante dans notre région élargie et au sein du volet sud de l'OTAN.

Cette instabilité est plutôt alimentée par les aspirations néo-ottomanes de la Turquie qui veut asseoir sa domination dans la région, ainsi que par les actions illégales flagrantes contre la Grèce et Chypre.

Force est de noter que la Turquie maintient une présence militaire illégale à Chypre, en Irak, en Syrie et en Libye.

En outre, son implication active dans le récent conflit dans le Haut-Karabakh est bien connue.

Ankara entretient également des liens bien connus de tous avec le Hamas et la Société des Frères musulmans. En effet, la Turquie est devenue un problème pour tous dans la région et au-delà de celle-ci.

A cela s'ajoute le récent recul dans le domaine des droits de l'homme.

La troisième variable se réfère aux développements positifs dans la région du Moyen-Orient, où les Accords d'Abraham ont introduit un nouveau modèle de relations entre les pays de la région.

De nombreuses formes de coopération existantes ne peuvent qu'être davantage élargies.

Sur la base de nos constantes, les objectifs principaux de la politique étrangère de la Grèce peuvent être résumés en la promotion de la paix, de la stabilité, de la prospérité et des partenariats.

En fait, nous sommes attachés au règlement de toutes questions en suspens sur la base du droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS).

C'était justement sur cette base que nous avons conclu en 2020 des accords sur la délimitation de notre Zone économique exclusive et du plateau continental avec nos voisins, l'Italie et l'Égypte.

Nous sommes également convenus avec l'Albanie de saisir la Cour internationale de Justice (CIJ) de la question relative à la délimitation de nos zones maritimes.

Nous nous efforçons d'en faire de même avec la Turquie, en vue de régler le seul différend entre nos pays, à savoir la délimitation de la Zone économique exclusive et du plateau continental.

Mais la Turquie refuse de procéder à cette délimitation sur la base de l'UNCLOS.

En janvier dernier, nous avons repris les contacts exploratoires après une pause de 5 ans imposée par la Turquie et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour y parvenir.

Sinon, nous sommes prêts à saisir de cette question la CIJ, perspective qui n'est pas également acceptée par la Turquie.

La consolidation de la paix a été une priorité primordiale pour nous dans les Balkans occidentaux aussi où la Grèce est de longue date partisane de l'intégration euro-atlantique.

La Grèce promeut la prospérité et la stabilité à travers nos partenariats trilatéraux et multilatéraux avec Chypre, le plus important étant la coopération tripartite entre la Grèce, Chypre et Israël qui existe aussi sous le format 3+1 avec la participation des États-Unis.

Il y a également le Forum du Gaz de la Méditerranée orientale, initiative égyptienne, tandis que la Grèce est un membre fondateur dudit forum.

Il existe aussi le Forum Amitié dont la séance inaugurale a eu lieu à Athènes en février dernier, et a réuni des partenaires de la Méditerranée et du Golfe.

Permettez-moi maintenant de détailler un peu les questions citées-ci-dessus, en commençant par les relations stratégiques avec les États-Unis.

Ces relations se trouvent au plus haut de leur parcours. En tant que partenaire et allié de longue date des États-Unis, nous nous fixons constamment des objectifs de plus en plus ambitieux.

Notre Dialogue stratégique revêt également une importance majeure pour le développement d'autres formes de coopération.

La coopération en matière de défense avec les États-Unis constitue pour nous une première priorité.

Les récentes modifications apportées à l'Accord de coopération mutuelle en matière de défense ont insufflé un nouvel élan à notre coopération dans le domaine de la défense.

Des discussions sont actuellement en cours en vue de parvenir à une amélioration ultérieure de l'accord MDCA.

Il s'agit d'un accord stratégique puisque son objectif est de promouvoir la sécurité et la stabilité dans la région de la Méditerranée orientale et la région des Balkans en renforçant l'empreinte américaine dans ces régions-là.

Dans le même temps, un message de soutien politique plus clair et dénué de toute ambivalence ainsi que l'amélioration des moyens et capacités d'un allié crédible et stable tel que la Grèce seront dans l'intérêt de la paix et de la stabilité de la région dans son ensemble.

La coopération en matière d'énergie constitue encore un aspect de notre relation.

Nous promovons également des projets visant à faire de la Grèce du nord une plaque tournante énergétique.

Tous ces projets servent nos objectifs communs liés au développement des ressources énergétiques et contribuent à la diversification des fournisseurs d'énergie et des voies d'acheminement.

La plupart d'entre eux facilitent en effet l'entrée du GNL américain sur les marchés de l'Europe du Sud-est.

Il y a aussi un intérêt marqué de la part des Etats-Unis – et ce à juste titre – à l'égard du projet de construction du gazoduc EstMed, puisque ce dernier pourra changer la donne pour toute la région qui se dotera de ses propres ressources d'énergie locales.

Ce projet ne doit pas être évalué en des termes strictement financiers mais aussi en fonction de sa valeur et importance géopolitiques.

S'agissant de l'importance géopolitique, notre relation avec Israël connaît un développement spectaculaire ces dernières années.

Au-delà du tourisme et du commerce, la coopération entre nos deux pays dans les domaines de l'énergie et de la défense s'est énormément développée.

Plus récemment, nous avons signé un accord important concernant la mise en place d'un Centre international de formation de pilotes de ligne à Kalamata, au sud-ouest du Péloponnèse.

Cela implique un investissement israélien de l'ordre de 1,4 Mrds euros.

Des compagnies israéliennes ont acquis une part majoritaire dans l'Industrie automobile grecque, qui fabrique des véhicules à usage surtout militaire et spécial.

Toutefois, ce qui rend en effet ce partenariat encore plus important est le fait qu'il jouit du plein soutien des peuples dans les deux pays

Pour ce qui est de notre coopération tripartite avec Chypre et Israël, je me contenterai de signaler la dernière évolution très importante.

La signature début mars d'un Protocole d'accord sur l'Interconnecteur eurasiatique, projet qui reliera les réseaux d'électricité de nos trois pays.

La normalisation des relations entre Israël et une série de pays arabes plus particulièrement pourrait également contribuer à la promotion du processus de paix.

Alors que la Syrie s'efforce toujours de réaliser des progrès sur le plan politique, la situation en Libye semble finalement aller dans le bon sens.

La Grèce par intérim doit maintenant conduire le pays vers la tenue d'élections crédibles en décembre.

Dans le même temps, le respect du cessez-le-feu et de l'embargo imposé par l'ONU demeure essentiel.

La Grèce rouvrira bientôt son ambassade ainsi que son Consulat général à Benghazi et j'accompagnerai le Premier ministre, Mitsotakis, lors de sa prochaine visite en Libye le mois d'avril.

Notre message sera que nous pouvons tourner une nouvelle page dans nos relations bilatérales.

Et ce, dans l'espoir que Tripoli trouvera le courage de se libérer des intérêts et des agendas étrangers ainsi que de toutes les conséquences qui en découlent, comme le Protocole d'accord illégal signé entre la Turquie et le Gouvernement d'Union nationale (GNA) en décembre 2019. Nous sommes bien conscients de la difficulté de cette tâche.

Permettez-moi, en guise de conclusion de faire une remarque concernant Chypre.

Vu son importance stratégique, il n'est guère surprenant le fait que pour parvenir à une véritable sécurité, stabilité et coopération en Méditerranée orientale, il faut régler la question chypriote.

Et cela ne peut se faire que sur la base d'une Fédération bizonale, bicommunautaire conformément aux résolutions y relatives du Conseil de sécurité des Nations Unies et à l'acquis communautaire.

La Grèce participera – comme elle a toujours fait – à la dernière initiative du Secrétaire général des Nations Unies concernant l'organisation d'une réunion sous le format 5 plus 1 à Genève à la fin du mois d'avril.

Nous espérons que cette réunion ouvrira la voie vers la reprise de véritables négociations en vue d'un règlement durable et permanent de la question chypriote.

La Grèce sera toujours en faveur de toute initiative qui promeut la paix et la stabilité dans notre région instable et au-delà de celle-ci.

A chaque occasion, nous avons toujours été au rendez-vous, en défendant la paix, la stabilité et la prospérité en fonction d'un ordre fondé sur des règles.